

Le dossier du Centenaire | Femmes et PS, quelle histoire?

Pour ce dernier article, place au témoignage ! Gabrielle Nanchen, valaisanne et plus jeune femme élue au Conseil national en 1971, où elle était alors la seule femme socialiste romande, nous raconte son militantisme, son élection, et porte un regard sur les revendications actuelles en matière de féminisme.

- Nos plus jeunes lectrices et lecteurs ne te connaissent peut-être pas...

Il se trouve que, un peu malgré moi, j'ai fait partie des 10 premières conseillères nationales élues en 1971, la plus jeune même (28 ans), et par la même occasion, la première femme de l'histoire à accéder à un poste politique en Valais. Oui, ça fait beaucoup de records battus, mais c'est un peu l'effet du hasard : lors de mon élection au Parlement, je n'ai obtenu que 43 voix de plus que Claude Rouiller ! C'était peut-être l'esprit du temps qui a mobilisé les voix en faveur d'une femme – le Valais a été pionnier en Suisse romande dans sa représentation.

- Quand et comment as-tu débuté ton militantisme ?

Je pense que ça vient de ma nature. J'ai toujours été allergique à beaucoup de choses : aux poils de chats, à l'ail et ... à l'injustice. J'habitais à Aigle et j'ai fait mes études dans les années 60 à Lausanne, en sciences sociales et en travail social. A l'époque, de nombreux étudiants venaient d'Algérie ou d'autres pays d'Afrique, c'était une période exaltante et pleine de luttes de libération, tout le monde ou presque était politisé. Une des premières choses qui m'a indignée, c'était l'attitude de la Suisse sur la question de l'Apartheid : l'ONU avait mis en place des sanctions vis-à-vis de ce pays, et les entreprises de Suisse passaient outre. Parce que je ne supportais pas la souffrance des gens, j'avais commencé des études sociales dans l'idée d'apprendre à

panser leurs plaies. Mais mes années lausannoises m'ont fait entrevoir qu'il y avait peut-être une origine politique à ces souffrances.

J'ai fait face à une seconde injustice, personnelle cette-fois, quand j'ai suivi mon mari en Valais : j'ai dès lors perdu mon droit de vote, que j'avais pourtant dans le canton de Vaud et dont j'avais déjà fait usage pour des élections cantonales ou communales. Du statut de citoyenne, je me retrouvais dans celui de « mineure ou interdite », comme le disait la législation de l'époque. J'ai aussi découvert avec une certaine amertume que les seules femmes présentes lors de la réception du conseiller fédéral Roger Bonvin à Icoigne en 1967 étaient celles qui faisaient le service de table ! Avec mon mari, féministe de la première heure, on s'est inscrits sans tarder au Parti socialiste.

- Où et comment as-tu milité pour le suffrage féminin en Valais ?

Principalement dans le cadre du parti : j'ai écrit des articles et discuté avec les camarades. En 1969, lors de la campagne pour le suffrage au niveau cantonal, je venais d'accoucher de la première de mes enfants. Le deuxième est né l'année suivante. Je me suis donc peu engagée en dehors du parti. Je me souviens avec émotion de la complicité qu'il y avait entre les autres femmes de la section de Sion et moi : Elisabeth Botani, Victoria Grand, ou encore Georgette Knupfer. Nos maris respectifs appuyaient totalement nos revendications.



Gabrielle Nanchen et Hanna Sahlfeld-Singer lors la cérémonie en hommage aux premières femmes élues, 2019.

- Est-ce que plusieurs lignes de front se dessinaient, notamment entre anciennes féministes et une nouvelle génération, plus proche des idées de mai 1968 ?

On était loin de l'Ordre divin (film suisse récent sur le suffrage féminin). Des assemblées de femmes style MLF, je ne me souviens pas qu'il y en ait eu en Valais, ni des slogans du genre « A bas les soutien-gorge ! ». Ce que nous voulions, c'était sortir du statut de mineure que nous avions dans la société. Donc d'obtenir les mêmes droits civiques que les hommes et faire changer le droit de la famille qui donnait à l'homme toute autorité sur sa femme et ses enfants.

- Tu n'as pas attendu longtemps pour te présenter. Y'avait-il une certaine concurrence sur les listes ?

Entre les hommes et moi sur la liste du PS valaisan ? Pas du tout. Il faut dire que ma candidature peut paraître un peu spéciale aux yeux d'aujourd'hui. Dès le départ, je ne souhaitais pas être élue, j'avais tout de suite été claire là-dessus. C'est par idéal que j'avais mis mon nom à disposition. Mais j'avais 2 enfants en bas âge, et il était hors de question que je parte à Berne. Au début de l'automne 1971,

quand on faisait campagne dans les bistrotts avec les autres candidats de la liste, Claude Rouiller et Alfred Rey notamment, je leur demandais parfois s'il n'y avait vraiment aucun risque que je sois élue. Ils me rassuraient gentiment. Il faut dire qu'après les 36 ans de mandat au Conseil national de Charles Dellberg, ils pensaient que leur tour était arrivé. J'étais tout à fait à l'aise dans mon rôle de petite jeune sympa qui allait se contenter d'attirer un nouvel électorat mais qui ne risquait pas de leur prendre le siège. C'est sérieux quand je dis que ne voulais pas être élue : je n'ai même pas voté pour moi !

- Ta candidature a donc été bien accueillie, et toi, comment as-tu vécu ton élection ?

Le soir de l'élection, je suis allée me coucher après avoir écouté les résultats à la radio : Claude Rouiller était en tête, et moi première des viennent-ensuite. Il ne manquait que quelques résultats, ceux de la commune voisine d'Ayent. Je me suis mise au lit, le cœur serein avec le sentiment d'avoir fait mon boulot. J'allais pouvoir reprendre tranquillement mon train-train quotidien. À 2 h du matin, je suis réveillée par des klaxons, des portières

Le dossier du Centenaire | Femmes et PS, quelle histoire?

qui claquent, des coups de sonnette. Les résultats d'Ayent étaient tombés, j'étais élue moi, et les camarades d'Ayent étaient montés fêter mon élection! J'étais plus que surprise, un peu groggy même, on a fêté une partie de la nuit. Le lendemain matin, j'ai dit à mon mari que je ne pouvais pas accepter cette élection: nous n'avions envisagé aucune solution pour la garde des enfants. Il m'a dit qu'il était hors de question que je n'honore pas la confiance que les gens avaient mise en moi. Pour les enfants, il allait se débrouiller. Je suis donc allée à Berne.

- Qu'est-ce qui fut particulièrement dur pour toi dans la campagne ?

L'attitude du Nouvelliste à mon égard. André Luisier, le rédacteur en chef, ne voulait pas d'une femme au Conseil national, socialiste de surcroît, et d'origine italienne par-dessus le marché. J'avais tout pour déplaire, il a tout fait pour me faire échouer. J'ai eu droit par exemple à un traitement différent de celui des candidates PDC et radicales. Sous leur photo, dans le journal, il avait mis leur nom de mariage uniquement et le nom de la commune dont elles étaient



Gabrielle Nanchen lors de son accession au Conseil national, 1971.

bourgeoises. Pour moi, il avait ajouté mon nom de jeune fille à consonnance bien italienne à nom de mariage et précisé que j'étais originaire d'ailleurs – alors que j'avais perdu mon droit de cité vaudois pour devenir bourgeoise d'Icogne.

Les réactions des gens du village à mon élection? Je crois qu'ils étaient assez fiers de moi. Mais ils ne me l'ont pas dit directement. Parce que je n'étais pas du coin ils avaient toujours eu une certaine distance à mon égard.

- Tu as donc été élue plus jeune femme du Conseil national. Le débat sur le droit de vote et d'éligibilité des femmes étaient loin d'être terminé dans certains cantons. Tu l'as ressenti ?

Nous avons été très bien acceptées, applaudies, et même fleuries: il y avait une rose sur le pupitre de chacune des nouvelles élues. Si certains de nos collègues masculins ne se réjouissaient pas de notre venue, ils ne nous l'ont pas montré. Les journalistes et les photographes, eux, étaient contents: on mettait des sourires et des robes claires au milieu des visages sérieux et des costard sombres. Il me semble que nous étions écoutées avec une certaine curiosité, un certain intérêt suscité par la nouveauté.

- Y'avait-il une solidarité entre femmes élues au-delà des partis ?

Durant ma première législature, c'est seulement entre les femmes de gauche qu'il y avait un lien particulier. Entre les 4 femmes du groupe socialiste, Lillian Uchtenhagen, Hedi Lang-Gehri, Hanna Sahlfeld et moi, il y avait une grande complicité. Je m'entendais bien aussi avec Nelly Wicky, du Parti du travail genevois. Avec les femmes des

autres partis, il n'y avait pas de solidarité particulière.

Cela a été différent durant ma seconde législature. Monique Bauer-Lagier, libérale genevoise, arrivée en 1975, a eu l'idée de constituer un groupe informel de conseillères nationales. Des représentantes de tous les partis sauf l'UDC – qui n'avait aucune femme dans ses rangs – en faisaient partie. Nous discutons entre nous de questions de politique familiale et d'égalité entre hommes et femmes.

- Y'avait-il des thématiques ou commissions «réservées aux hommes» ?

Je n'ai pas l'impression qu'il y avait des discriminations de ce genre au sein du groupe socialiste. J'ai eu la commission qui s'occupait des assurances sociales (et qui ne s'appelait pas encore CSSS-N). Comme j'avais fait des études sociales, j'en ai été très contente. Lillian Uchtenhagen, formée en économie, a eu sauf erreur la commission qui correspondait à ses vœux. Mais à l'époque les questions sociales étaient moins prisées que celles concernant l'armée ou l'agriculture.

- Presque 50 ans après ton élection, un message ou commentaire sur l'actualité des combats féministes ?

J'ai pleuré d'émotion le 14 juin. Toutes ces causes que j'ai défendues à l'époque et qui m'ont valu d'être incomprise et parfois mise au ban de la société, elles étaient là, bien en vue, portées par des milliers des femmes et d'hommes! La promotion des valeurs «féminines», la reconnaissance économique du travail domestique et familial, le libre choix de la maternité, le congé parental, la solidarité avec les femmes du Sud, la lutte contre toutes les formes de violence. J'étais comme dans un rêve.



Clément Borgeaud

J'ai repensé à l'attitude du Nouvelliste et de l'establishment du canton à mon égard après mon vote au Parlement en faveur de la solution du délai en matière d'avortement au début des années 70. J'ai repensé à l'attitude des milieux féministes officiels 20 ans plus tard à la sortie de mon livre sur la nécessité de féminiser le monde si l'on voulait éviter qu'il aille à la catastrophe. Pourquoi imaginer que les femmes – et les hommes qui leur ressemblent – allaient rendre le monde plus altruiste et plus pacifique, disait-on dans ces milieux? Les femmes sont les égales des hommes, un point c'est tout.

Alors oui, quand j'ai vu tous ces jeunes, et ces moins jeunes, marcher pour que la Suisse, pour que le monde soient régis par les valeurs de l'amour plutôt que par celles du pouvoir, j'ai été incroyablement touchée.

Mon long cheminement m'a appris qu'il vaut mieux marcher pour une cause que se battre contre un adversaire. C'est tellement facile de désigner un ennemi, de regrouper les forces contre lui. C'est plus difficile de marcher ensemble «pour». C'est ce qui était beau le 14 juin: on marchait pour. Pour une société plus équitable, pour un monde plus solidaire.

Ceux qui marchent vers le même horizon que moi n'ont peut-être pas tous ma couleur politique mais ce n'est pas grave, j'ai envie de leur donner la main.

Clément Borgeaud